

Overwegende, daarnaast, dat in vergelijking met de andere arrondissementen van het Waals Gewest en Brussel, weinig studenten van de eerste generatie afkomstig zijn van Charleroi rekening houdend met het aantal inwoners van het arrondissement;

Overwegende dat de doelstelling van de financiering bedoeld in artikel 36bis/1 van de hierboven genoemde wet van 27 juli is om de organisatie van machtigingen te ondersteunen in de arrondissementen waar het tekort aan universiteitsstudenten van de eerste generatie, rekening houdend met de mate van toegang tot het hoger onderwijs en met de bevolkingsdichtheid van het arrondissement, lager is dan het gemiddelde voor het volledige arrondissement in de laatste tien jaar;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 december 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 18 december 2018;

Op voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Onderzoek en Media;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De machtigingen die profiteren van de financiering bedoeld in artikel 36bis/1, lid 2 en 3, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, zijn de volgende:

- Bachelor in mens- en sociale wetenschappen, georganiseerd door de ULB en de UMons in arrondissement 52 (Charleroi);

- Bachelor in biologie, georganiseerd door de ULB en de UMons in arrondissement 52 (Charleroi).

**Art. 2.** De financiering ter ondersteuning van de organisatie van deze machtigingen, berekend krachtens artikel 36bis/1, lid 2 en 3, van de hiervoor genoemde wet van 27 juli 1971, wordt gestort aan de Vrije Universiteit Brussel.

**Art. 3.** Voor elk jaar van 2018 tot 2020, wordt de financiering bedoeld in artikel 2 uiterlijk op 31 december betaald in één schijf.

Brussel, 19 december 2018.

De Minister-President, bevoegd voor gelijke kansen en vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Viceminister-president en Minister van Hoger Onderwijs,

Onderwijs voor Sociale Promotie, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/30183]

16 JANVIER 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif au conseil de prévention

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, l'article 9, 1°;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 février 2013 relatif à la composition des plates-formes de concertation visées aux articles 23 et 23bis du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, à la désignation des membres des conseils d'arrondissement de l'aide à la jeunesse et des membres des plates-formes de concertation, aux indemnités allouées à ceux-ci et au fonctionnement des conseils d'arrondissement de l'aide à la jeunesse;

Vu le « test genre » du 5 juin 2018 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 6 juin 2018;

Vu l'avis du Ministre du Budget, donné le 12 juin 2018;

Vu l'avis n° 168 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 7 novembre 2018;

Vu l'avis 64.771/2 du Conseil d'Etat, donné le 19 décembre 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Aide à la jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Règles de fonctionnement

**Article 1<sup>er</sup>.** Le conseil de prévention a son siège dans les locaux désignés par le Ministre.

**Art. 2.** Le conseil de prévention se réunit sur convocation des présidents qui fixent le jour, l'heure et l'ordre du jour des réunions.

La convocation est adressée aux membres au moins quinze jours avant la date de la réunion.

Les présidents sont tenus de convoquer le conseil de prévention à la demande d'un tiers au moins des membres.

**Art. 3.** Les présidents du conseil de prévention dirigent et coordonnent les activités du conseil.

Ils sont chargés des relations du conseil de prévention avec le Ministre et les personnes intéressées aux différentes missions du conseil de prévention.

Ils signent, au nom du conseil de prévention, les différents documents qui émanent de celui-ci.

**Art. 4.** Les documents destinés au conseil de prévention ou qui en émanent sont visés à la réception et à l'expédition par le chargé de prévention.

Le chargé de prévention est chargé de la conservation des archives.

**Art. 5.** Le conseil de prévention délibère valablement si la majorité de ses membres ayant voix délibérative est présente.

A défaut d'avoir réuni cette majorité, le conseil de prévention peut, après une nouvelle convocation envoyée dans le respect des conditions prévues à l'article 2, délibérer valablement sur le même objet quel que soit le nombre de membres présents.

**Art. 6.** Les décisions du conseil de prévention sont prises à la majorité simple des votes exprimés.

**Art. 7.** Le conseil de prévention établit son règlement d'ordre intérieur qui précise ses modalités de fonctionnement.

Il soumet le règlement d'ordre intérieur et ses éventuelles modifications à l'approbation du Ministre.

#### CHAPITRE 2. — *Procédure de nomination des membres*

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre nomme les membres effectifs et suppléants du conseil de prévention.

Le membre suppléant ne siège que pour remplacer le membre effectif.

§ 2. Dans le mois qui suit la demande du Ministre, les services, institutions, organisations et autorités visés à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup>, 10<sup>o</sup>, 14<sup>o</sup> et 15<sup>o</sup>, du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, ci-après dénommé le décret, lui adressent les noms de leur représentant et de leur suppléant.

§ 3. Dans le mois qui suit la demande du Ministre, le conseil de concertation intra-sectorielle de la division ou de l'arrondissement, institué par l'article 129 du décret, lui adresse les noms des représentants visés à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, du décret et de leurs suppléants.

§ 4. Dans le mois qui suit la demande du ministre, le coordonnateur de l'équipe des facilitateurs au sens du décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'Aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation lui adresse les noms du facilitateur visé à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 8<sup>o</sup>, du décret et de son suppléant.

§ 5. Dans le mois qui suit la demande du ministre, la commission consultative des maisons et centres de jeunes lui adresse les noms du représentant visé à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 9<sup>o</sup>, du décret et de son suppléant.

§ 6. Dans le mois qui suit la demande du ministre, l'Union des Villes et des Communes de Wallonie ainsi que l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale lui adressent les noms des représentants visés à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 11<sup>o</sup> et 12<sup>o</sup>, du décret et de leurs suppléants.

§ 7. Dans le mois qui suit la demande du ministre, la Plate-forme de concertation en santé mentale provinciale ainsi que la Plate-forme de concertation pour la santé mentale en Région de Bruxelles-Capitale lui adressent le nom du représentant visé à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 13<sup>o</sup>, du décret.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Une réunion ayant pour objet l'élection du co-président est organisée dans le mois suivant la nomination des membres du conseil de prévention.

§ 2. La convocation à cette réunion est adressée aux membres au plus tard quinze jours avant la réunion.

Cette convocation est accompagnée d'une invitation aux membres à transmettre leur candidature au chargé de prévention, au plus tard cinq jours avant la réunion.

§ 3. Les membres délibèrent valablement si au moins deux tiers des membres ayant voix délibérative sont présents.

A défaut d'avoir réuni ce quorum, après une nouvelle convocation envoyée dans le respect des conditions prévues au paragraphe 2, les membres peuvent délibérer valablement sur le même objet quel que soit le nombre de membres présents.

Le vote se déroule à bulletin secret.

Le co-président doit, pour être élu, recueillir la majorité simple des votes exprimés.

**Art. 10.** Si, en cours de mandat, un membre du conseil de prévention démissionne ou cesse pour une raison quelconque d'en être membre, il est procédé à son remplacement selon la procédure visée à l'article 8. Le membre ainsi nommé achève le mandat de la personne qu'il remplace.

**Art. 11.** Les membres du conseil de prévention sont démissionnaires de plein droit en cas d'absence injustifiée à trois réunions consécutives.

**Art. 12.** Les membres du conseil de prévention exercent leur mandat gratuitement.

Ils perçoivent les indemnités pour frais de parcours et les remboursements des frais de transport aux mêmes conditions que le personnel de l'administration compétente, sur la base des pièces justificatives.

#### CHAPITRE 3. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

**Art. 13.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 février 2013 relatif à la composition des plates-formes de concertation visées aux articles 23 et 23bis du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, à la désignation des membres des conseils d'arrondissement de l'aide à la jeunesse et des membres des plates-formes de concertation, aux indemnités allouées à ceux-ci et au fonctionnement des conseils d'arrondissement de l'aide à la jeunesse est abrogé.

Les membres des conseils d'arrondissements de l'aide à la jeunesse désignés par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 juillet 2007 portant désignation des membres des conseils d'arrondissement de l'aide à la jeunesse, modifié par les arrêtés des 12 octobre 2007, 9 janvier 2008, 16 mai 2008, 3 septembre 2008, 14 novembre 2008, 26 juin 2009, 23 juin 2009, 8 octobre 2009, 4 novembre 2010, 1<sup>er</sup> avril 2011, 12 mai 2011, 19 juillet 2011, 15 novembre 2011 et 17 février 2012, continuent de siéger jusqu'à la nomination des membres des conseils de prévention sur la base du décret et du présent arrêté.

**Art. 14.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**Art. 15.** Le Ministre qui a la prévention, l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 janvier 2019.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, des Sports  
et de la Promotion de Bruxelles,  
R. MADRANE

---

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/30183]

**16 JANUARI 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de raad voor preventie**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, artikel 9, 1°;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 februari 2013 betreffende de samenstelling van de overlegplatforms bedoeld in de artikels 23 en 23bis van het decreet van 4 maart 1991 betreffende de hulpverlening aan de jeugd, de aanstelling van de leden van de arrondissementsraden voor hulpverlening aan de jeugd en de leden van de overlegplatforms, de aan hen toegekende vergoedingen en de werking van de arrondissementsraden voor hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op de 'gendertest' van 5 juni 2018 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, 2e lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 juni 2018;

Gelet op het advies van de Minister van Begroting van 12 juni 2018;

Gelet op advies nr. 168 van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 7 november 2018;

Gelet op advies nr. 64.771/2 van de Raad van State gegeven op 19 december 2018, in toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Werkingsregels*

**Artikel 1.** De raad voor preventie is gevestigd in de door de Minister aangestelde lokalen.

**Art. 2.** De raad voor preventie komt samen op oproeping van de voorzitters die de datum, het uur en de agenda van de vergaderingen bepalen.

De oproeping wordt minstens twee weken voor de datum van de vergadering verzonden naar de leden.

De voorzitters moeten de raad bijeenroepen op aanvraag van minstens een derde van de leden.

**Art. 3.** De voorzitters van de raad voor preventie leiden en coördineren de activiteiten van de raad.

Ze zijn belast met de relaties van de raad voor preventie met de Minister en met de betrokkenen van de verschillende taken van de raad voor preventie.

Ze ondertekenen, in naam van de raad voor preventie, de verschillende documenten die uitgaan van de raad.

**Art. 4.** De documenten bedoeld voor de raad voor preventie of die ervan uitgaan, moeten worden ontvangen en verzonden door de preventieverantwoordelijke.

De archivering is de verantwoordelijkheid van de preventieverantwoordelijke.

**Art. 5.** De raad voor preventie beraadslaagt rechtsgeldig indien de meerderheid van de stemgerechtigde leden aanwezig is.

Kan niet met een dergelijke meerderheid worden vergaderd, kan de raad voor preventie, na een nieuwe oproeping met inachtneming van de voorwaarden zoals beschreven in artikel 2, wel rechtsgeldig beraadslagen over hetzelfde onderwerp, ongeacht het aantal aanwezige leden.

**Art. 6.** De beslissingen van de raad voor preventie worden genomen met een gewone meerderheid van de uitgebrachte stemmen.

**Art. 7.** De raad voor preventie stelt een huishoudelijk reglement op met daarin de werkingsmodaliteiten.

Hij legt het huishoudelijk reglement met de eventuele wijzigingen ter goedkeuring voor aan de minister.

HOOFDSTUK 2. — *Procedure voor benoeming van de leden*

**Art. 8.** § 1. De minister benoemt de werkende en plaatsvervangende leden van de raad voor preventie.

Plaatsvervangende leden zetelen enkel ter vervanging van een werkend lid.

§ 2. Binnen de maand die volgt op het verzoek van de minister, bezorgen de diensten, inrichtingen, organisaties en autoriteiten bedoeld in artikel 8, lid 1, 2°, 3°, 6°, 7°, 10°, 14° en 15°, van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, hierna het decreet genoemd, hem de namen van hun vertegenwoordiger en van hun plaatsvervanger.

§ 3. Binnen de maand die volgt op het verzoek van de minister, bezorgt de raad voor intrasectoraal overleg van de afdeling of het arrondissement, ingericht door artikel 129 van het decreet, hem de namen van de vertegenwoordigers bedoeld in artikel 8, lid 1, 4<sup>o</sup> en 5<sup>o</sup>, van het decreet en van hun plaatsvervangers.

§ 4. Binnen de maand die volgt op het verzoek van de minister, bezorgt de coördinator van het team van facilitatoren in de zin van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie hem de namen van de facilitator bedoeld in artikel 8, lid 1, 8<sup>o</sup>, van het decreet en van zijn plaatsvervanger.

§ 5. Binnen de maand die volgt op het verzoek van de minister, bezorgt de overlegcommissie van de jeugdhuisen en -centra hem de namen van de vertegenwoordiger bedoeld in artikel 8, lid 1, 9<sup>o</sup>, van het decreet en van zijn plaatsvervanger.

§ 6. Binnen de maand die volgt op het verzoek van de minister, bezorgt de vereniging van de Waalse steden en gemeenten alsook de vereniging van de stad en de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest hem de namen van de vertegenwoordigers bedoeld in artikel 8, lid 1, 11<sup>o</sup> en 12<sup>o</sup>, van het decreet en van hun plaatsvervangers.

§ 7. Binnen de maand die volgt op het verzoek van de minister, bezorgt het provinciaal overlegplatform voor geestelijke gezondheid alsook het overlegplatform voor geestelijke gezondheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest hem de naam van de vertegenwoordiger bedoeld in artikel 8, lid 1, 13<sup>o</sup>, van het decreet.

**Art. 9.** § 1. Binnen de maand die volgt op de benoeming van de leden van de raad voor preventie wordt een vergadering georganiseerd met als doel de verkiezing van de medevoorzitter.

§ 2. De oproeping voor deze vergadering wordt uiterlijk twee weken voor de vergadering gericht aan de leden.

Bij deze oproeping zit een uitnodiging voor de leden om zich uiterlijk vijf dagen voor de vergadering kandidaat te stellen als preventieverantwoordelijke.

§ 3. De leden beraadslagen rechtsgeldig indien minstens twee derde van de stemgerechtigde leden aanwezig zijn.

Wordt dit quorum niet bereikt, kunnen de leden, na een nieuwe oproeping verzonden met inachtneming van de voorwaarden zoals beschreven in artikel 2, wel rechtsgeldig beraadslagen over hetzelfde onderwerp, ongeacht het aantal aanwezige leden.

De stemming is geheim.

De medevoorzitter moet, om te worden verkozen, een gewone meerderheid van de uitgebrachte stemmen verzamelen.

**Art. 10.** Indien een lid van de raad voor preventie, tijdens zijn mandaat, ontslag neemt of voor om het even welke reden niet langer lid is, wordt dit lid vervangen volgens dezelfde procedure bedoeld in artikel 8. Het aldus aangestelde lid voleindigt het mandaat van de persoon die hij vervangt.

**Art. 11.** De leden van de raad voor preventie worden van rechtswege ontslagen wanneer ze drie opeenvolgende vergadering ongewettigd afwezig zijn.

**Art. 12.** De leden van de raad voor preventie oefenen hun mandaat kosteloos uit.

Ze ontvangen op voorlegging van bewijsstukken wel een vergoeding van de gemaakte kosten en de transportkosten volgens dezelfde voorwaarden als het personeel van het bevoegde bestuur.

### HOOFDSTUK 3. — *Ophettings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 13.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 februari 2013 betreffende de samenstelling van de overlegplatforms bedoeld in de artikels 23 en 23bis van het decreet van 4 maart 1991 betreffende de hulpverlening aan de jeugd, de aanstelling van de arrondissementsraden voor hulpverlening aan de jeugd en de leden van de overlegplatforms, de aan hen toegekende vergoedingen en de werking van de arrondissementsraden voor hulpverlening aan de jeugd wordt opgeheven.

De leden van de Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels aangesteld door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van maandag 30 juli 2007 tot aanstelling van de leden van de Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels voor hulpverlening aan de jeugd, gewijzigd door de ministeriële besluiten van 9 januari 2008, 16 mei 2008, 3 september 2008, 14 november 2008, 26 juni 2009, 23 juni 2009, 8 oktober 2009, 4 november 2010, 1 april 2011, 12 mei 2011, 19 juli 2011, 15 november 2011 en 17 februari 2012, blijven zetelen tot aan de benoeming van de leden van de raden voor preventie op basis van het decreet en het onderhavige besluit.

**Art. 14.** Onderhavig besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2019.

**Art. 15.** De Minister bevoegd voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 januari 2019.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en de Promotie van Brussel,  
R. MADRANE